

Avant-propos

La Côte d'Ivoire est un pays d'immigration depuis son indépendance de la France en 1960, voire avant, et ce, grâce à une politique d'ouverture relative à la main-d'œuvre étrangère. Une rétractation de son économie, une pénurie de terres et la possibilité d'une guerre civile entre 2002 et 2011 ont cependant ralenti l'immigration et accéléré l'émigration. Les immigrés représentaient 23 % de la population totale du pays en 1970, environ 15 % en 1990 et seulement 10 % en 2015. Malgré la paix en 2011 et le retour des flux d'immigration, l'émigration a continué et, avec elle, les perspectives des transferts de fonds vers le pays, ainsi que l'engagement et le retour de sa diaspora.

La complexité croissante des flux migratoires et le rôle grandissant des transferts de fonds en Côte d'Ivoire ont conduit le gouvernement à initier des discussions sur une éventuelle stratégie nationale de migration en 2014, qui n'a pas encore été adoptée par le gouvernement. Il est à espérer que cette stratégie permettra au gouvernement de mieux tirer parti des migrations dans une perspective de développement du pays. De nombreuses institutions participent à la gestion des migrations dans le pays, mais rares sont les études apportant une base de connaissances suffisante pour garantir des réponses politiques éclairées et cohérentes dans le domaine des migrations et du développement.

Ce rapport entend combler cette lacune. En 2013, le Centre de développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et la Commission européenne ont lancé un projet visant à recueillir des données empiriques au sujet des interactions entre politiques publiques, migrations et développement (IPPM) dans dix pays à travers le monde, dont la Côte d'Ivoire. Les conclusions présentées ici à propos de la Côte d'Ivoire sont le fruit de quatre années de travail de terrain, d'analyses empiriques et de dialogue politique, en collaboration avec le Centre de développement et le Centre ivoirien de recherches économiques et sociales (CIRES), sans oublier le soutien actif de l'Office national de la population (ONP).

Le rapport examine dans quelle mesure les diverses dimensions de la migration affectent des secteurs politiques essentiels en Côte d'Ivoire : le marché de l'emploi, l'agriculture, l'éducation, l'investissement et les services financiers ainsi que la protection sociale et la santé. Il analyse par ailleurs l'influence des politiques adoptées dans ces secteurs sur tout un éventail de résultats migratoires, tels que la décision de migrer, l'utilisation des transferts de fonds, le succès de la migration de retour et l'intégration des immigrés. L'analyse empirique repose sur des travaux de terrain en Côte d'Ivoire, incluant

la collecte de données quantitatives auprès de 2 345 ménages et 110 communautés à travers le pays, et la conduite de 44 entretiens qualitatifs auprès des parties prenantes.

Le rapport sur la Côte d'Ivoire est publié en parallèle avec neuf autres rapports nationaux et un rapport comparatif qui met en parallèle les résultats des différents pays et fournit un cadre d'action cohérent, s'appuyant sur les travaux de terrain et l'analyse conduits dans les dix pays partenaires. L'analyse sur la Côte d'Ivoire s'entend comme une boîte à outils permettant de mieux comprendre le rôle joué par les politiques publiques eu égard au lien entre migrations et développement. Elle vise à favoriser le dialogue politique et à proposer une orientation afin d'intégrer au mieux la question des migrations dans les stratégies nationales de développement. Forts des échanges menés avec les principaux intervenants et décideurs du pays, le Centre de développement de l'OCDE et le CIRES entendent poursuivre leur coopération en vue de renforcer la contribution positive des migrations en faveur du développement durable de la Côte d'Ivoire.

Mario Pezzini
Directeur du Centre de développement
et Conseiller spécial
du Secrétaire général de l'OCDE
sur le développement

Ibrahim Diarra
Directeur du Centre ivoirien
de recherches économiques
et sociales (CIRES)

Remerciements

Le rapport *Interactions entre politiques publiques, migrations et développement en Côte d'Ivoire* a été préparé par l'Unité Migrations et compétences du Centre de développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), en coopération avec le Centre ivoirien de recherches économiques et sociales (CIRES) et avec le soutien de l'Office national de la population (ONP).

L'équipe était dirigée par David Khoudour, Chef de l'Unité Migrations et compétences, sous l'autorité de Mario Pezzini, Directeur du Centre de développement de l'OCDE et Conseiller spécial du Secrétaire général de l'OCDE sur le développement. Le rapport a été rédigé par Lisa Andersson, Bram Dekker, Jason Gagnon et Hyeshin Park du Centre de développement de l'OCDE, et par Auguste Kouakou, Alban Ahouré, Carlos Kimou du CIRES, assistés de Patricia Kouyate, Cécile Koffi et Siriki Silué. L'équipe remercie également Vararat Atisophon et Marion Richard, du Centre de développement de l'OCDE, pour leur assistance technique dans la préparation de ce rapport. L'équipe éditoriale du Centre de développement de l'OCDE, dirigée par Delphine Grandrieux, en a fait une publication. La couverture a été conçue par Aida Buendía. La traduction a été faite par Hélène Boccage et révisée par Isabelle Delpech. Jason Gagnon a assuré la coordination du rapport.

Cette étude s'appuie sur du travail de terrain mené en Côte d'Ivoire. Les données requises aux fins de l'enquête auprès des ménages ont pu être recueillies avec la coopération de l'équipe du CIRES, dirigée par Auguste Kouakou.

Le soutien de l'ONP en qualité de correspondant du gouvernement dans le cadre du projet a été vivement apprécié. Celui-ci a joué un rôle important dans l'organisation du séminaire de lancement du projet en Côte d'Ivoire en septembre 2013 et dans le cadre de l'événement de lancement programmé au mois de juillet 2017. Divers représentants du gouvernement ivoirien ont pris part à l'ensemble des événements et formulé de précieux commentaires et observations aux fins du rapport.

Le Centre de développement de l'OCDE remercie tout particulièrement la Commission européenne pour son soutien financier et sa collaboration dans l'exécution de ce projet conduit sur une période de quatre années. Nous souhaitons

remercier en particulier Stefano Signore, Camilla Hagström, Isabelle Wahedova, Julien Frey, Sara Monterisi, Constance Motte et Geza Strammer de la Commission européenne. Nous tenons également à exprimer notre profonde gratitude à l'égard de la précieuse contribution d'Hélène Bourgade, décédée avant l'achèvement du projet.

* Cette publication a été réalisée avec le soutien de l'Union européenne. Le contenu de la publication est la responsabilité du Centre de développement de l'OCDE et du Centre ivoirien de recherches économiques et sociales (CIREs) et ne reflète en aucun cas les vues de l'Union européenne.



Extrait de :

Interactions entre politiques publiques, migrations et développement en Côte d'Ivoire

Accéder à cette publication :

<https://doi.org/10.1787/9789264277090-fr>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE/Centre Ivoirien de Recherches Economiques et Sociales (2017), « Avant-propos », dans *Interactions entre politiques publiques, migrations et développement en Côte d'Ivoire*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/9789264277090-1-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.